



# LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE  
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale  
sont aussi nécessaires au  
maintien de la République  
que le fut le courage pour  
la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit

Avril 2023

## La prospérité d'un pays dépend de sa propre capacité à générer des revenus



Les fondements de la richesse des individus et des nations sont les mêmes. Mais les relations qu'entretiennent les uns et les autres ne sont pas de même nature et manque notamment la charité entre nations.

À lire en rapport avec notre 10/10 du mois, Nicholas Gregory Mankiw, professeur à Harvard, et ses 10 principes (en particulier le principe N°8) qui font fonctionner l'économie et permettent de développer la prospérité.

« Un particulier est pauvre lorsqu'il n'a pas de revenus pour satisfaire à ses besoins. Or, de quelle source tire-t-on des revenus ? C'est :

*Ou des facultés industrielles que l'on possède, c'est à dire de la force corporelle, des talents acquis desquels peuvent naître un profit, un salaire ;*

*Ou bien d'un capital, petit ou grand, duquel peut naître un intérêt.*

*Ou bien de terres cultivables, desquelles on peut tirer des produits, un loyer. Tels sont les fonds d'où naissent tous nos revenus. Un particulier est riche ou pauvre, selon qu'il en est bien ou mal pourvu, selon qu'il en tire un bon ou un mauvais parti.*

*Ce sont exactement les mêmes éléments qui font les nations riches ou pauvres. Les nations riches sont celles qui ont beaucoup de facultés industrielles, beaucoup de capitaux, beaucoup de terres cultivées ; les pauvres, celles qui en ont peu.*

*Un homme peut être dépendant d'un autre, parce qu'il est possible que n'ayant aucun revenu, il soit obligé d'avoir recours au revenu des autres. Mais une nation ne vit jamais que de ses propres revenus, car on ne voit pas un peuple recevoir la charité d'un autre. »*

Commentaire sur le cours d'économie politique d'Henry Storch. in Oeuvres diverses 1848 p.295 (déjà publié dans la Décade de juin 2021)

**Analyse économique**

Avril 2023

## Que s'est-il passé dans le secteur bancaire américain ?

La faillite de la Silicon Valley Bank le 10 mars dernier a ravivé les inquiétudes sur le secteur bancaire. Une autre banque spécialisée dans les services financiers aux Cryptomonnaies, Silvergate, avait annoncé sa liquidation deux jours plus tôt et Signature Bank a fait faillite le 12 mars. Quelques jours plus tard, au terme d'un week-end de négociation, Crédit Suisse a été racheté in extremis par UBS pour éviter la faillite. Une semaine plus tard, Deutsche Bank était au cœur de toutes les inquiétudes avant qu'il ne s'avère que le coût de la protection contre un défaut de la banque avait été brutalement augmenté par une opération portant sur 5 millions d'euros seulement mais dans un marché très peu liquide. Les observateurs des marchés financiers en viennent à se poser la question d'un retour de la crise de 2007-2009 qui avait culminé après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Qu'en est-il ?

Il faut tout d'abord rappeler que le système bancaire américain est très morcelé avec près de 4 236 établissements bancaires. De plus, alors qu'en Europe, toutes les banques sont soumises à la même supervision et aux mêmes contraintes, ce n'est pas le cas aux États-Unis, où il existe cinq niveaux de supervision en fonction de la taille des banques. Avec moins de 250 Mds USD d'actifs, Silicon Valley Bank et Signature faisaient donc parti de ces banques moins surveillées. Toutefois il semblerait que le régulateur ait soulevé un certain nombre de problèmes sur les dernières années dans la gestion de Silicon Valley Bank. Contrairement à la pratique classique des banques, le portefeuille d'obligations d'État de SVB n'était pas couvert contre le risque de remontée des taux, or ceux-ci ont fortement remonté l'année dernière. La banque avait donc des moins-values latentes importantes sur ce portefeuille. À l'inverse de pertes liés à un crédit ou une obligation faisant défaut, ces moins-values auraient été effacées dans le temps par la convergence au pair des obligations. Si ces obligations achetées il y a un an pour 100 en sont venues à coter 80 du fait de la hausse des taux, elles seront remboursées 100 à leur échéance. Ces titres sont d'ailleurs généralement portés jusqu'à maturité par les banques.

Toutefois, c'est finalement un scénario digne de ces classiques du cinéma que sont *Mary Poppins* et *La Vie Est Belle* (celui de Franck Capra) qui s'est déroulé, celui du « *bank run* ». Celui-ci se produit lorsque les déposants, craignant de ne pas récupérer leurs avoirs, demandent massivement et simultanément à récupérer leur argent déposé à la banque. L'établissement se retrouve alors obligé de devoir puiser dans ses actifs les plus liquides pour assurer ces retraits. À l'époque des réseaux sociaux, la rumeur des difficultés de ces banques s'est répandue très rapidement, et comme nous sommes aussi à l'époque des outils digitaux, nul besoin de se précipiter à son agence pour retirer son argent. Il suffisait d'une appli pour faire un virement. En l'espace de quelques heures, SVB se retrouvait confronté à plusieurs dizaines de milliards de dollars de demandes de retrait.

C'est l'occasion de rappeler la nature économique particulière des banques. De manière schématique, leur passif est constitué de capitaux propres, d'obligations et de dépôts bancaires. A l'actif, on retrouve des réserves auprès de la banque centrale, des actifs financiers et des prêts. Si l'on prend les banques américaines, 85% de leur passif est composé de dépôts, un peu plus de 50% de leur actif est composé de prêts. Les États garantissent les dépôts jusqu'à un certain montant, c'est-à-dire qu'en cas de faillite de la banque, tout compte en dessous du seuil de garantie est intégralement remboursé au déposant. Tout un ensemble de règles et de ratios contraignent les banques en termes d'actifs qu'elles peuvent détenir et la structure de leur passif afin de limiter leur risque de liquidité, c'est-à-dire qu'elles aient toujours assez d'actifs liquides pour honorer les demandes de retraits. Et couvrir leur risque de solvabilité, c'est-à-dire que les éventuels défauts sur les prêts ou pertes sur actifs puissent être absorbés par les établissements sans remettre en question leur solidité financière.

Les banques mobilisent donc des ressources à court terme, principalement des dépôts, pour assurer le financement de l'économie à long terme, jouant ainsi un rôle important dans le développement économique. C'est pourquoi les crises bancaires ont souvent un impact très négatif sur l'activité d'un pays.

Une caractéristique de ces banques qui ont fait faillite est d'avoir eu des dépôts très concentrés et supérieurs au seuil de garantie des dépôts. Dans le cas de SVB, 94% des dépôts n'étaient pas couverts par la garantie, contre 43% en moyenne aux États-Unis. En effet, cette banque servait une clientèle de jeunes entreprises et de clients fortunés. Alors que la garantie des dépôts joue un rôle important pour stabiliser le système bancaire, elle n'a que peu d'effet pour une banque ayant autant de dépôts non assurés. Normalement les banques disposent d'assez d'actifs liquides pour assurer des retraits importants mais dans le cas de SVB, ces retraits étaient tels qu'elle aurait dû céder tout ou partie de son portefeuille d'obligations d'Etat, rendant effectives ses moins-values latentes, poussant la banque à la faillite. Le régulateur a choisi d'éviter le risque systémique en garantissant l'intégralité de ces dépôts, y compris ceux dépassant le seuil de 250 000 USD.

Ces événements rappellent que les banques restent des animaux financiers fragiles, empruntant court pour prêter long. Cet équilibre précaire repose sur ce qui reste le principal actif des institutions financières, à savoir la confiance, le terme même de crédit venant du latin *credere*, faire confiance. Pour autant, le système bancaire actuel n'est plus celui de 2007 et les institutions financières des deux côtés de l'Atlantique ont levé beaucoup de fonds propres et sont maintenant soumises à des contraintes plus strictes afin de maintenir cette confiance.

---

---

Reçu 10/10

Avril 2023

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Les 10 principes de Mankiw

Dans le grand désordre bien organisé de l'information et de la pensée économique du débat public, il semble nécessaire de rappeler quelques fondamentaux. L'économie est plus complexe que la simple intendance, mais elle reste « cette part de l'activité individuelle et sociale qui est essentiellement consacrée à atteindre et à utiliser les conditions matérielles du bien-être » ([Alfred Marshall](#)). Pour [Raymond Barre](#) « L'activité humaine présente un aspect économique lorsqu'il y a lutte contre la rareté (...). Les sujets économiques ressentent des besoins, cherchent à améliorer leur condition en procédant à des actes de production et d'échanges portant sur des biens et services finalement destinés à la consommation » (Économie Politique T1 éd. 1975). Si la science économique depuis trois siècles donne lieu à une production riche et variée, Nicholas Gregory Mankiw, professeur à Harvard, est notamment connu pour avoir rassemblé 10 principes qui font fonctionner l'économie, permettant aux individus de lutter avec efficacité contre la rareté et donc de développer la prospérité.

1) Les agents économiques (ménages, entreprises, collectivités publiques) sont soumis à des arbitrages : on n'a rien pour rien.

*Les ressources sont limitées et les besoins sont illimités. Il faut donc faire des choix. Entre changer le frigo ou le lave-linge, entre des armes ou des infrastructures...*

2) Le coût d'un bien est ce à quoi il faut renoncer pour l'obtenir.

*Le coût de renonciation équivaut à la meilleure opportunité à laquelle on doit renoncer lorsqu'on prend une décision. On cherche le meilleur équilibre coûts/bénéfices.*

3) Les gens rationnels raisonnent à la marge.

*Chaque agent fait ses choix en toute connaissance de cause, il classe toutes ses possibilités en fonction de ses préférences et cherche le meilleur résultat possible par rapport à son objectif.*

4) Les gens réagissent aux incitations.

*Les taxes sur l'essence augmentent, les ménages adoptent une conduite économe et prennent davantage le vélo. Et ils achèteront celui qui fait l'objet d'une promotion.*

5) Les échanges améliorent le bien-être de tous.

*La libéralisation des échanges permet la spécialisation et la compétition fait baisser les prix et stimule l'innovation.*

6) Les marchés représentent en général une façon efficace d'organiser l'activité économique.

*Les prix véhiculent une information essentielle sur la rareté et permettent à l'offre et à la demande de s'équilibrer avec la meilleure allocation des ressources possible.*

7) Le gouvernement améliore parfois les solutions du marché.

*Les défaillances du marché (externalités négatives, émergence de monopoles ou d'oligopoles, instabilités) mènent souvent à des allocations inefficaces des ressources en l'absence d'intervention. Le gouvernement peut corriger certaines lacunes du marché, mais il peut aussi se tromper.*

**8) Le niveau de vie d'un pays dépend de sa capacité à produire des biens et des services**

*Le PIB par habitant est une mesure du niveau de vie très simple mais utile car elle nous indique la production moyenne d'une économie. Il ne peut progresser que par la productivité : en améliorant le rapport entre la production et la quantité de travail utilisée. Sans gains de productivité, une augmentation de la quantité de travail permet d'augmenter le PIB/ habitant, donc la prospérité des ménages.*

9) Les prix augmentent lorsque la banque centrale imprime trop de monnaie.

*Si la banque centrale émet plus de monnaie que l'économie ne produit de richesses, à un moment donné, la valeur de la monnaie diminue (les prix montent).*

10) À court terme, la société fait face à un arbitrage entre l'inflation et le chômage.

*C'est la fameuse « [courbe de Philips](#) », qui repose sur une observation empirique qui lie l'inflation et le chômage : plus le chômage baisse plus l'inflation (par la hausse des salaires) est susceptible d'augmenter.*

Si nous soulignons (en gras) le huitième principe c'est bien parce qu'il est le plus ignoré voire le plus contesté dans notre pays. Les ménages -ou ceux qui les représentent- réclament des hausses de pouvoir d'achat et des limites aux quantités de travail, voire une baisse de celles-ci. C'est irréconciliable sauf à vivre au-dessus de ses moyens, c'est-à-dire à consommer davantage que ce que l'on produit en finançant ses achats excédentaires par de la dette, ce que nous faisons depuis des décennies. Avec 610 heures de travail annuel par habitant et par an, le pouvoir d'achat des français ne peut donc rivaliser avec celui des allemands qui travaillent plus de 700 heures. En témoignent les [statistiques](#) entre nos deux pays.

**Dont on retiendra (pour 2022 ou 2023) :**

En euros	France	Allemagne
PIB/ habitant	38 500	46 150
Dette publique/hab	41 595	29 964
Salaire annuel moyen	39 971	52 800
Dépense de santé/hab	3 523	4 730
Pression fiscale %PIB	46,7%	42,2%
Balance des paiements % PIB	-7,2%	2,1%

Collé 0/10

Avril 2023

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## La réforme des retraites : ignorance, déni et cynisme.

« Les réformes commencent par la guerre des idées ; elles s'opèrent par le changement des institutions ; elles s'accomplissent et s'établissent définitivement par la paix des idées ».  
François Guizot (1838).

Sauver notre système de retraite, c'est pourtant l'idée simple derrière la réforme adoptée qui repose sur des chiffres faciles à comprendre et à expliquer :

- Dans notre système par répartition la proportion entre cotisants et retraités ne cesse de se dégrader : 4,3 actifs par retraité en 1965 contre 1,7 en 2020. L'évolution démographique (hausse de l'espérance de vie et baisse de la natalité) fait peser une charge croissante sur les actifs et sur les entreprises qui contribue au déclin de notre compétitivité et à la faible progression du pouvoir d'achat des travailleurs.

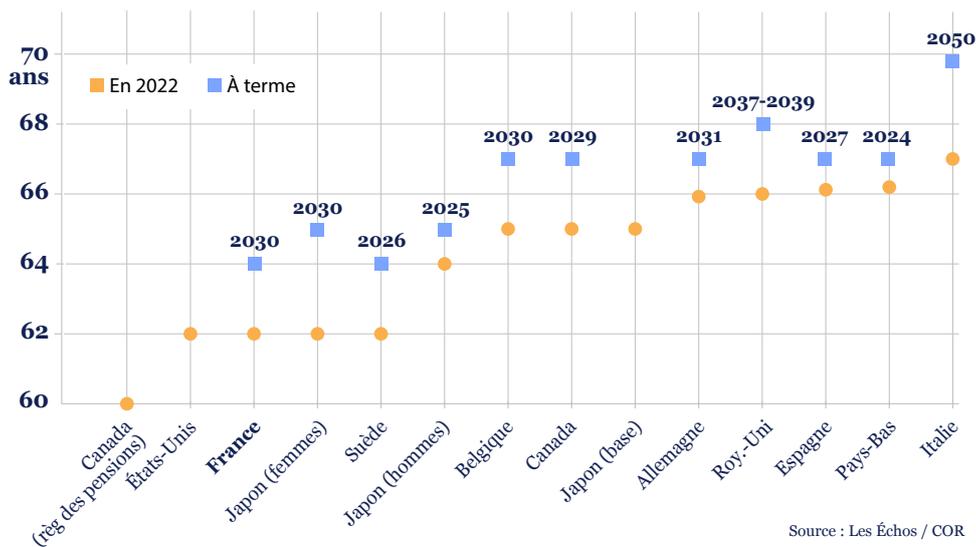
- En effet grâce à ces contributions généreuses pesant sur l'appareil productif, les retraités disposent d'un niveau de vie supérieur au niveau de vie moyen des français (environ 103%) depuis les années 1990. En 1970 le niveau de vie des retraités était de 70% de la moyenne nationale. Le taux de pauvreté (personnes disposant d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian) des retraités s'est établi à 8% contre 15% pour l'ensemble de la population.

- Cette charge croissante (14% du PIB), plus de 330 mds redistribués par an, n'est pas soutenable : elle se compare mal avec nos voisins (11% du PIB en Allemagne) et l'évolution démographique d'ici 2050 - allongement de l'espérance de vie et stagnation de la population active - rend prohibitif le maintien des paramètres établis il y a 40 ans par des dirigeants aveugles bien que légèrement réformés depuis. La population active va stagner autour de 29 millions, alors que les retraités vont passer de 17 à 23 millions (+35%). Aujourd'hui le taux d'activité des 60-64 ans s'établit seulement à 36%.

À défaut d'une grande réforme systématique lors du premier quinquennat du Président Macron, abandonnée certes mais ayant donné lieu -aurait-on pu penser- a des progrès pédagogiques significatifs sur la matière, le Gouvernement a opté pour une réforme paramétrique. Le maintien du système ne peut se faire qu'en activant trois leviers : la durée de cotisation, l'âge de départ (l'ouverture des droits pleins), le montant des pensions versées, en excluant à raison une hausse délétère des cotisations.

Le bon sens des français aurait pu s'imposer à leurs dirigeants politiques et syndicaux et aux médias et les faire exiger une réforme... que tous les pays ont mis en œuvre depuis longtemps.

### Âges d'ouverture des droits au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et à terme dans les pays suivis par le COR



Pourtant le décalage est frappant entre la modestie de la réforme et l'opposition qu'elle semble susciter. Le recul de l'exercice des droits de 62 à 64 ans nous met encore loin des pratiques des pays proches. Et plus de la moitié des économies attendues de la mesure semble avoir été réinvestie dans des mesures sociales (minima, pénibilité etc.). Pas de quoi fouetter un chat ! Et on se demande bien pourquoi avoir réduit l'âge envisagé initialement de 65 à 64 ans ! Une vraie réforme aurait dû viser 65 ou 67 ans et concerner aussi le niveau actuel des pensions (avec baisse des charges pour les salariés et les entreprises) qui est trop élevé par rapport à notre faculté contributive et s'accompagner d'un plan de hausse du taux d'activité des 15-24 ans qui est beaucoup trop faible.

Pour comprendre la France éternelle, rappelons la tentative de réforme du gouvernement [Laniel en 1953 qui proposait de reculer de 65 à 67 ans](#) l'âge de départ en retraite des fonctionnaires parce que les caisses étaient vides...

*Parole d'entrepreneur*

Avril 2023

## Éric Lemoine – Fondateur de House of Co-Design [www.houseofcodesign.com](http://www.houseofcodesign.com)



### Libre de changer les choses

Éric Lemoine est né dans les Alpes entre Thonon et Morzine. Dans ces montagnes qui forgent le caractère. Des montagnes qui cloisonnent aussi. Et Éric n'aime pas être enfermé. Il les quitte pour des études de concepteur rédacteur de publicité à Lyon, puis une école de marketing à Grenoble. Son père fait partie de la première génération des Directeurs de Services Informatiques et sa mère est fleuriste. Ils l'ont toujours laissé faire ses propres choix.

S'il n'y a pas vraiment de rôle modèle entrepreneur dans son environnement proche, il s'engage très tôt dans le développement de projets, notamment en Junior entreprise.

Les motivations d'Éric sont très claires, très tôt dans son parcours : il veut changer les choses. Il n'envoie qu'un seul CV dans sa vie. À Apple en 1993. Convaincu que c'était le seul endroit où il pouvait travailler. Il est recruté et devient « évangeliste ». Celui qui « porte la parole » Apple auprès des écosystèmes musique et photo, les artistes, les professionnels, les médias, les événements, les écoles... Sur des sujets de dématérialisation de la musique, de la photo, des industries qui connaissent depuis 25 ans une vraie révolution.

Alors qu'il est au cœur de ces bouleversements il décide de profiter de son coup d'avance pour créer sa première boîte. Dans la foulée, en 1995, il monte l'agence Palo Alto, un pionnier dans la production digitale, spécialisé dans les solutions de marketing, communication, et relations clients. Il décide, avec son associé, de céder Palo Alto à Publicis en 2001. En 2002, il part développer des partenariats d'innovations avec Apple et Smart. Quelques créations plus tard, Reloaded, Kidou, FreeBirds, Digital Meanings, le voilà prêt à construire sa House of Codesign pour aider à « concrétiser les idées qui changent le cours des choses ». Une entreprise à mission lancée en 2017, avec sa raison d'être, ses objectifs de mission, ses actions clairement définies, et son commissaire à la mission. La House of Codesign facilite les innovations sociales ou environnementales dans les grandes organisations, par l'intelligence collective et le design, en impliquant les parties prenantes, et avec un objectif : l'impact.

Pour Éric, « on peut chanter de l'opéra partout...mais c'est quand même mieux dans un opéra » et donc « le lieu fait le lien ». La House of Codesign est cet espace pensé pour stimuler la cocréation et l'innovation. Implantée à Saint-Ouen et à Bruxelles, c'est une « ruche de compétences » comprenant une quinzaine de coaches spécialisés en sciences sociales, en design, en techs, des ingénieurs, des développeurs, de 20 à 60 ans, de l'Europe entière.

Éric a développé une méthodologie particulière qui accélère le processus de résolution des problèmes. « *Une machine à régler les problèmes* » testée sur tous les types de problématiques avant d'être totalement dédiée aujourd'hui à l'innovation sociale et environnementale. Une méthodologie fondée sur l'intelligence collective et le design thinking.

House of Codesign devrait réaliser un Chiffre d'affaires de 2,6 M en 2023. La société de conseil compte parmi ses clients Vinci, L'Oréal, Bouygues, l'Éducation Nationale (**projet PIX**) et une vingtaine de projets réalisés en 2022. Elle accompagne le programme innovation monde des achats de L'Oréal avec 8 projets conduits en permanence (Décarbonation, reforestation, flottes de véhicules, optimisation des relations avec les fournisseurs et best practice...). **Groupe Alpha**, conseil leader en Ressources Humaines, vient de rentrer au capital de House of Codesign à hauteur de 15%.

Éric Lemoine révèle aussi d'autres vocations avec son initiative **KickStart** qui accompagne des jeunes des quartiers du 93 dans la formulation de leur projet entrepreneurial, et un parcours d'incubation financé avec des partenaires. Et Éric trouve encore le temps d'enseigner à SupRH, et de s'engager aux côtés de **TimeForThePlanet**.

## 1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

C'est avant tout le besoin de liberté. C'est la valeur suprême de l'entrepreneur. La liberté de changer les choses. De se donner les moyens de changer ce qui ne fonctionne pas. Et le faire soi-même. Piloter le bateau. Mon passage chez Apple a été le déclencheur. À l'époque on a tous pour livre de chevet **La 3<sup>e</sup> Vague de Alvin Toffler**, la transformation de la société grâce au microprocesseur. Il faut surfer cette nouvelle vague. C'est pour moi le « game changer », la nouvelle ruée vers l'or, la nouvelle aventure, à laquelle je dois absolument participer. Quand on s'est lancé, on ne savait rien faire. « On naviguait entre l'arrogance absolue et l'inconscience totale ». On était « Bon à rien mais prêt à tout ». On ne voulait pas regarder les trains passer, on s'est lancé.

## 2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Entreprendre est un état d'esprit qui pourrait relever du déterminisme génétique. On reconnaît dans l'œil des autres la flamme qui anime l'entrepreneur. Cette envie viscérale de changer les choses, cette capacité d'adaptation à un environnement changeant qui est la plus grande force et l'intelligence propre de l'entrepreneur. Bien sûr on peut avoir des collaborateurs qui entreprennent, ce que j'encourage avec un style de management hyper souple au sein de l'entreprise. Pour que tout le monde puisse toucher à la prise d'initiative et à la liberté. Mais la ligne entre « entreprendre » et « être entrepreneur » est claire : c'est la prise de risque. Être prêt à perdre quelque chose. Un salarié qui entreprend continue de toucher son salaire en fin de mois et il n'a pas besoin de s'endetter. C'est très différent.

### 3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La création de valeur dépend de l'utilité de ce que l'on produit. Si l'on ne règle pas le problème de quelqu'un, on n'a aucune raison d'être. Il y a malheureusement beaucoup de gens autour de nous qui ne créent aucune valeur, ou qui créent une valeur artificielle. L'exemple parfait est l'administration qui crée des services, et des services pour contrôler ces services etc... simplement pour justifier de leur existence. Beaucoup de ces activités sont inutiles.

Aujourd'hui la création de valeur doit dépasser la simple utilité et se révéler dans l'impact positif créé pour les gens et l'environnement. C'est d'ailleurs ce qui nous différencie d'autres sociétés de conseil, en choisissant nos projets en fonction de leur capacité à produire de l'impact positif.

La création de valeur financière n'est qu'une conséquence d'un travail bien fait. Ça n'est pas la finalité. C'est aussi le carburant qui permet de réinvestir et de conserver cette liberté de faire comme nous le souhaitons. Je ne suis pas dans le discours « l'argent ça ne sert à rien », mais plutôt « l'argent est au service de mon intention ».

### 4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

**a/ Ouvrir l'éducation à l'entreprise.** Se débarrasser des vues biaisées que les enseignants peuvent cascader dans leur enseignement, en leur permettant de passer régulièrement du temps dans le vrai monde de l'entreprise. Beaucoup de chefs d'entreprise seraient prêts à accueillir de jeunes enseignants pour leur faire découvrir leur univers.

**b/ Simplifier le patchwork des aides à l'entrepreneuriat.** Il y a quelques années j'ai réalisé une plateforme de navigation et de sélection des aides à la création d'entreprise en Île-de-France où un entrepreneur peut avoir droit à des centaines d'aides différentes. À quoi est-ce que tout ça sert ? Une bonne moitié de toutes ces aides ne sont jamais versées à personne. Et c'est sans compter les aides européennes.

**c/ Faciliter le financement des sociétés sur des levées de 20-30 millions** qui sont obligées d'aller chercher des investisseurs en Californie ou ailleurs, où les choses se font suffisamment vite pour avancer, pour passer les paliers clés de la croissance. On devrait pouvoir trouver et mettre en œuvre ces financements dans un espace-temps compatible avec celui des entrepreneurs.

---

---

Avril 2023

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

